

France : eBay atteint 10 millions de membres actifs

10 millions de membres actifs, c'est deux fois plus qu'en 2005 et 10 fois plus qu'en 2001 lors du lancement d'eBay en France suite au rachat du français iBazar.com. Fier de ce bon résultat, eBay.fr a souhaité comprendre comment Internet interagissait sur le pouvoir d'achat des internautes français. Car la plupart ont eu recours au Web pour dépenser moins. L'URL sort donc une étude réalisée par TNS Sofres sur « *le rôle d'Internet sur le pouvoir d'achat des Français* » Bilan des courses, 6 internautes sur 10 ont l'impression que leur pouvoir d'achat a diminué au cours des 5 dernières années. Cette baisse est particulièrement sensible pour les plus de 35 ans, les CSP-, et les personnes à très bas revenus (nets mensuels inférieur à 800 ?). Les moyens d'économiser traditionnels les plus utilisés par les Français sont souvent liés à la grande distribution : carte de fidélité, bons de réductions, achats en hypermarché, en magasins discount ou de produits de marques 1er prix... Mais le développement à la vitesse « V » de la Toile, a changé leur mode de consommation. Ils ont rapidement identifié le Web comme un des leviers permettant de réduire les dépenses. **64% des 800 internautes sondés**, perçoivent Internet comme un moyen de faire des économies. Parmi les acteurs du Web, eBay.fr est perçu par **25%** des internautes comme un moyen de faire des économies. **86%** des acheteurs sur eBay.fr affirment avoir réalisé des économies. Il s'agit essentiellement de foyers avec enfants. **Usurpation d'identité et vente de contrefaçons** Mais si eBay surfe avec un équilibre certain sur cette vague de l'e-commerce, les problèmes restent nombreux et des améliorations, notamment au niveau de la sécurité du site sont souhaitables. En effet, les plaintes sont toutes traitées à l'étranger, plus précisément en Allemagne, et les litiges sont tellement nombreux qu'eBay a bien du mal à faire face. Vol d'identité, et vente de produits contrefaits se produisent de façon récurrente. Dernière affaire en date, le cas l'Oréal. Le dix septembre 2007, le géant du cosmétique a annoncé qu'il engageait une action en justice contre eBay. L'Oréal a déposé plainte en août dans cinq pays européens pour trafic de contrefaçons de flacons de parfums. Selon l'AFP, les plaintes ont été déposées en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Belgique et en Espagne, ce que le porte-parole de l'Oréal a confirmé. L'Oréal s'est « *rendu compte qu'il y avait une croissance exponentielle de ventes de faux parfums* » sur eBay, ce qui « *pose un problème financier, mais également un problème d'image de marque vis-à-vis de nos consommateurs et de la confiance qu'ils peuvent avoir dans les produits qu'on leur vend* », a expliqué le porte-parole. L'éditeur Kaspersky s'estime également victime du site de vente aux enchères le directeur de Kaspersky Lab en France, Stéphane Le Hire, a récemment expliqué : « *On peut y acheter des numéros d'activation [de logiciels Kaspersky] à des prix qui atteignent presque le tarif d'une version originale.* »

La Belgique n'est pas à vendre Drôle de blague belge. Le site de ventes en ligne eBay.be a retiré lundi 17 septembre au soir une annonce mettant la Belgique en vente, alors que le prix d'achat, à l'origine d'un euro, avait déjà atteint 10 millions d'euros à 17h30, a indiqué à l'AFP le porte-parole d'eBay, Peter Burin, cité par l'agence de presse Belga. Depuis le 15 septembre, les internautes pouvaient émettre une offre d'achat pour « *la Belgique, un royaume en trois parties* ». Le vendeur est un ancien journaliste, Gerrit Six. Dans l'annonce, on pouvait lire que la Belgique pouvait être acquise en un seul bloc bien que ce choix soit déconseillé par le vendeur. Les trois régions du pays, la Flandre, Bruxelles et la Wallonie, pouvaient également être achetées séparément, mais « *en faisant attention à la dette de l'État de 300 millions d'euros qui doit encore être répartie* », plaisantait le vendeur. Rappelons que la Belgique traverse actuellement une crise politique majeure et certains évoquent même une division du pays.